

Genève, 12 et 13 décembre 2002

**RAPPORT DE LA RÉUNION DES ÉTATS PARTIES À LA CONVENTION SUR
L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES
ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME
PRODUISANT DES EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU COMME
FRAPPANT SANS DISCRIMINATION**

1. La deuxième Conférence des Parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, qui s'est tenue à Genève du 11 au 21 décembre 2001, a décidé, dans sa Déclaration finale, de faire exécuter des travaux pour donner suite aux décisions découlant de la Conférence, qui seraient placés sous la supervision du Président désigné d'une réunion des États parties à la Convention qui se tiendrait les 12 et 13 décembre 2002 à Genève, conjointement avec la quatrième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié, qui commencerait le 11 décembre 2002. À cette fin, la Conférence a décidé d'établir un Groupe d'experts gouvernementaux ouvert à la participation de tous, avec des coordonnateurs distincts, qu'elle a chargé:

a) De débattre des moyens de faire face à la question des restes explosifs des guerres; dans ce contexte, le Groupe étudierait tous facteurs, mesures appropriées et propositions touchant la question et se pencherait en particulier sur les points suivants:

- Les facteurs et les types de munitions susceptibles de poser des problèmes humanitaires après un conflit;
- En ce qui concerne les types de munitions entrant en ligne de compte, y compris les sous-munitions, les améliorations techniques et autres mesures qui réduiraient les risques de voir de telles munitions devenir des restes explosifs des guerres;
- Le point de savoir si le droit international humanitaire en vigueur est suffisant pour réduire au minimum les risques que présentent, après les conflits, les restes explosifs des guerres, tant pour la population civile que pour le personnel militaire;
- L'avertissement des populations civiles se trouvant dans les zones touchées par des restes explosifs des guerres ou à proximité de telles zones, l'enlèvement des restes explosifs des guerres, la communication prompte des renseignements requis pour faciliter l'enlèvement rapide et dans des conditions de sécurité des restes explosifs des guerres, ainsi que les problèmes connexes et les responsabilités en la matière;

– L'assistance et la coopération.

Le Coordonnateur entreprendrait les travaux avec l'efficacité voulue, de manière à soumettre rapidement aux États parties, pour examen, des recommandations adoptées par consensus, y compris sur le point de savoir s'il faut engager des négociations sur un ou plusieurs instruments juridiquement contraignants concernant les restes explosifs des guerres et s'il faut envisager d'autres solutions.

b) D'étudier plus avant la question des mines autres que les mines antipersonnel. Le Coordonnateur présenterait aux États parties un rapport adopté par consensus.

La Conférence a également décidé que le Président désigné entreprendrait au cours de l'intersession des consultations sur les solutions qui pourraient être adoptées en vue de promouvoir le respect des dispositions de la Convention et des Protocoles y annexés, eu égard aux propositions avancées, et qu'il présenterait aux États parties un rapport adopté par consensus.

La Conférence a décidé en outre d'inviter les États parties intéressés à réunir des experts en vue d'étudier toutes questions liées aux armes et munitions de petit calibre, notamment les besoins militaires, les facteurs et méthodes scientifiques et techniques, les facteurs médicaux les obligations et normes juridiques et conventionnelles, ainsi que les incidences financières, et, à cet égard, à faire rapport sur leurs travaux aux États parties à la Convention. Ces réunions ne devaient avoir aucune incidence financière pour l'ensemble des États parties à la Convention.

Toujours à cette conférence, les États parties sont convenus que le Président désigné consulterait les États parties au sujet des dispositions financières et du programme de travail et que les travaux intersessions seraient conduits conformément au Règlement intérieur adopté par la deuxième Conférence des Parties chargée de l'examen de la Convention.

2. La Conférence a recommandé que l'Ambassadeur d'Inde, M. Rakesh Sood, soit désigné Président de la Réunion des États parties prévue à Genève pour les 12 et 13 décembre 2002 et a nommé deux Coordonnateurs du Groupe d'experts gouvernementaux, l'Ambassadeur des Pays-Bas, M. Chris Sanders, pour la question des restes explosifs des guerres, et le Ministre Conseiller de la Bulgarie, M. Peter Kolarov, pour celle des mines autres que les mines antipersonnel.

3. Le Groupe d'experts gouvernementaux a tenu trois sessions en 2002. Il est fait état des débats tenus et des travaux menés par le Groupe à ses différentes sessions dans les documents CCW/GGE/I/2, du 28 mai 2002, CCW/GGE/II/1, du 26 juillet 2002, et CCW/GGE/III/1, du 11 décembre 2002.

4. La Réunion des États parties à la Convention s'est tenue à Genève les 12 et 13 décembre 2002.

5. La Réunion a été ouverte le 12 décembre 2002 par le Secrétaire général adjoint de la Conférence du désarmement et Chef du Service de Genève du Département des affaires de désarmement, M. Enrique Román-Morey.

6. À la même séance, la Réunion des États parties a confirmé par acclamation la désignation de l'Ambassadeur d'Inde, M. Rakesh Sood, comme Président de la Réunion.
7. À sa 1^{re} séance plénière, le 12 décembre 2002, la Réunion des États parties a adopté son ordre du jour avec des modifications faites oralement, tel qu'il est reproduit à l'annexe I.
8. À la même séance, la Réunion des États parties a confirmé le Règlement intérieur (CCW/CONF.II/PC.1/1) tel qu'il avait été adopté, avec des modifications faites oralement, et appliqué à la deuxième Conférence d'examen, et a adopté les dispositions financières pour la Réunion telles qu'elles figurent dans le Document final de la deuxième Conférence d'examen (CCW/CONF.II/2, p. 46 et 47).
9. Toujours à sa 1^{re} séance plénière, la Réunion des États parties a confirmé à l'unanimité la nomination de M. Vladimir Bogomolov, spécialiste des questions politiques au Service de Genève du Département des affaires de désarmement, au poste de Secrétaire général de la Réunion. M. Bogomolov était secondé par M. Bantan Nugroho, spécialiste des questions politiques, qui a fait fonction de secrétaire de la Réunion.
10. À la même séance plénière, la Réunion des États parties, consciente qu'elle serait de courte durée, est convenue de se doter d'un bureau restreint, composé du président, des coordonnateurs de groupe et des coordonnateurs des groupes de travail, étant entendu que cette solution ne créerait pas de précédent pour les futures réunions des États parties.
11. À sa 1^{re} séance plénière, le 12 décembre, la Réunion des États parties a reçu du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies un message dont lecture a été donnée par le Secrétaire général adjoint de la Conférence du désarmement et Chef du Service de Genève du Département des affaires de désarmement, M. Enrique Román-Morey.
12. Les États parties à la Convention dont le nom suit ont participé aux travaux de la Réunion: Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chine, Chypre, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Irlande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Mongolie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République fédérale de Yougoslavie, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Sénégal, Slovaquie, Suède, Suisse, Tunisie, et Ukraine.
13. Trois signataires – l'Égypte, le Nigéria et la Turquie – ont également participé aux travaux de la Réunion.
14. Les États dont le nom suit, qui ne sont pas parties à la Convention, ont participé aux travaux de la Réunion en qualité d'observateurs: Arabie saoudite, Chili, Honduras, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Koweït, Liban, République dominicaine, Singapour, Sri Lanka et Venezuela.

15. Des représentants de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) et du Service de l'action antimines de l'ONU ont pris part aux travaux de la Réunion.

16. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a également pris part aux travaux de la Réunion.

17. Des représentants des organisations dont le nom suit ont eux aussi pris part aux travaux de la Réunion: Action antimines Canada, Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, Centre international de déminage humanitaire de Genève, Commission européenne, Handicap International (Belgique), Handicap International (France), Human Rights Watch, l'Initiative allemande en faveur de l'interdiction des mines terrestres, Landmine Action, Mennonite Central Committee et Union africaine.

18. La Réunion des États parties a tenu trois séances plénières.

19. Le Président de la Réunion des États parties, l'Ambassadeur d'Inde, M. Rakesh Sood, a soumis à la Réunion le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux, pour examen.

20. Les États dont le nom suit ont participé à l'échange de vues général: Afrique du Sud, Argentine, Australie, Autriche, Brésil, Canada, Chine, Croatie, Cuba, Danemark (au nom de l'Union européenne et des États associés), Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Irlande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Pologne, République de Corée, République fédérale de Yougoslavie, Roumanie, Sénégal, Suède et Suisse.

Des représentants de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de Human Rights Watch et de Landmine Action ont également participé à l'échange de vues général.

21. La Réunion des États parties a décidé de reconduire le Groupe de travail sur les restes explosifs des guerres dans ses fonctions en 2003, avec le mandat ci-après:

a i) Négocier un instrument sur les mesures correctives générales à prendre après les conflits pour réduire les risques découlant des restes explosifs des guerres. Ces mesures seraient fondées sur une définition large couvrant la plupart des types de munitions, à l'exception des mines. Les munitions abandonnées devraient être couvertes. Lors de ces négociations, il faudra examiner certaines questions concernant notamment la responsabilité pour le déblaiement, les restes explosifs existants, la communication des renseignements nécessaires pour faciliter le déblaiement et l'éducation relative aux risques, l'avertissement des populations civiles, l'assistance et la coopération et le cadre à utiliser pour la tenue de consultations régulières entre les Hautes Parties contractantes. En outre, le champ d'application de cet instrument devrait y être défini conformément à l'article premier de la Convention, tel qu'il a été modifié à la deuxième Conférence d'examen.

a ii) Déterminer dans quelle mesure ces négociations permettraient de définir des mesures préventives générales propres à améliorer la fiabilité des munitions couvertes par la définition large convenue, au moyen de pratiques optimales adoptées de plein gré pour fabriquer ces

munitions, en contrôler la qualité, les manipuler et les stocker. Les échanges d'informations, l'assistance et la coopération seraient des aspects importants de ces pratiques optimales.

b) Indépendamment des négociations prévues à l'alinéa *a*, continuer d'examiner l'application des principes existants du droit international humanitaire et poursuivre des travaux complémentaires, ouverts à tous, sur les mesures préventives qu'il serait possible de prendre pour améliorer la conception de certains types particuliers de munitions, y compris les sous-munitions, afin de réduire autant que faire se peut les risques de voir de telles munitions devenir des restes explosifs des guerres et poser ainsi des problèmes humanitaires. Les échanges d'informations, l'assistance et la coopération feraient partie intégrante de ces travaux.

c) Organiser éventuellement des réunions d'experts militaires pour se faire donner des conseils concernant les activités décrites ci-dessus.

22. La Réunion des États parties a décidé de reconduire le Groupe de travail sur les mines autres que les mines antipersonnel dans ses fonctions en 2003, avec le mandat suivant:

a) Continuer à étudier la question des mines autres que les mines antipersonnel. Le Groupe examinera les moyens les plus indiqués de réduire les risques posés par l'emploi irresponsable de mines autres que les mines antipersonnel, y compris la possibilité d'arrêter un mandat pour la négociation d'un nouvel instrument et d'autres mesures appropriées. Il prendra en considération:

- La nécessité de concilier les préoccupations humanitaires que suscitent les mines autres que les mines antipersonnel et l'utilité militaire de telles armes;
- Les restrictions applicables à de telles mines qui sont énoncées dans le Protocole II modifié, annexé à la Convention;
- Les mesures techniques et autres visant à réduire autant que faire se peut les risques que font courir de telles mines aux êtres humains, ainsi que les modalités à établir en vue de l'application effective de ces mesures, telles que la coopération internationale et l'assistance, l'établissement de périodes de transition, etc.;
- Les questions que soulève l'emploi de mines autres que les mines antipersonnel par des acteurs qui ne sont pas des États;
- Toute question que soulèveraient d'autres aspects de telles mines.

b) Organiser éventuellement des réunions d'experts militaires pour se faire donner des conseils concernant les activités décrites ci-dessus.

23. La Réunion des États parties a décidé que le Président désigné entreprendrait au cours de l'intersession des consultations sur les solutions qui pourraient être adoptées en vue de promouvoir le respect des dispositions de la Convention et des Protocoles y annexés, eu égard aux propositions avancées, et qu'il présenterait aux États parties un rapport adopté par consensus.

24. La Réunion des États parties a pris note du rapport présenté par la Suisse au sujet des armes et munitions de petit calibre. La Réunion a invité les États parties à la Convention que cela intéresse à continuer de tenir des réunions informelles d'experts sur les questions qui pourraient être étudiées plus avant, telles qu'elles ont été repérées.

25. À sa 3^e séance plénière, la Réunion des États parties a décidé de faire exécuter des travaux pour donner suite aux décisions prises, qui seraient placés sous la supervision du Président désigné d'une Réunion des États parties à la Convention qui se tiendrait les 27 et 28 novembre 2003 à Genève, conjointement avec la cinquième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié.

26. À la même séance plénière, le 13 décembre 2002, la Réunion des États parties a décidé que, en 2003, des travaux intersessions seraient entrepris par le Groupe d'experts gouvernementaux aux dates suivantes:

- Du 10 au 14 mars 2003
- Du 16 au 27 juin 2003
- Du 17 au 24 novembre 2003.

27. La Réunion des États parties s'est penchée sur la question des dates et de la durée de la cinquième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié et a décidé que celle-ci se tiendrait le 26 novembre 2003, à Genève.

28. Sans préjudice du principe généralement admis du roulement, les États parties ont décidé de désigner de nouveau l'Ambassadeur d'Inde, M. Rakesh Sood, comme Président de la Réunion des États parties prévue pour 2003 et a reconduit dans leurs fonctions les deux Coordonnateurs du Groupe d'experts gouvernementaux, à savoir l'Ambassadeur des Pays-Bas, M. Chris Sanders, pour la question des restes explosifs des guerres et le Ministre Conseiller de la Bulgarie, M. Peter Kolarov, pour celle des mines autres que les mines antipersonnel.

29. À sa dernière séance plénière, la Réunion des États parties a adopté son projet de rapport, contenu dans le document CCW/MSP/2002/CRP.1, avec des modifications faites oralement. Ce rapport est publié sous la cote CCW/MSP/2002/2. La Réunion a également approuvé l'estimatif des coûts des trois sessions du Groupe d'experts gouvernementaux, de la cinquième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié et de la Réunion des États parties prévue pour 2003.

Annexe I

Ordre du jour de la Réunion des États parties, tel qu'il a été modifié
oralement à la 1^{re} séance plénière, le 12 décembre 2002

1. Ouverture de la Réunion.
2. Confirmation de la désignation du Président de la Réunion.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Confirmation du Règlement intérieur.
5. Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence.
6. Élection des vice-présidents.
7. Message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
8. Adoption des dispositions financières pour la Réunion.
9. Rapport d'activité du Groupe d'experts gouvernementaux des Parties à la Convention.
10. Examen du rapport d'activité du Groupe d'experts gouvernementaux et échange de vues général.
11. Adoption du rapport.
12. Questions diverses.

Annexe II

COÛTS ESTIMATIFS DE LA RÉUNION DE 2003 DES ÉTATS PARTIES À LA
CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE L'EMPLOI
DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES
COMME PRODUISANT DES EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU
COMME FRAPPANT SANS DISCRIMINATION

Note du secrétariat

1. La Réunion des États parties à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, qui s'est tenue à Genève les 12 et 13 décembre 2002, a décidé de convoquer une Réunion des États parties les 27 et 28 novembre 2003.
2. Le présent document, qui est soumis en application de la décision susmentionnée, indique les coûts estimatifs de cette réunion, qui s'élèvent à 290 400 dollars des États-Unis. On trouvera dans le tableau ci-joint une ventilation de ces coûts.
3. Il y a lieu de noter que les montants estimatifs ont été établis compte tenu de l'expérience passée et du volume de travail prévu. Les coûts estimatifs seront calculés après la clôture de la Réunion, quand le volume de travail exact sera connu. Tous ajustements des contributions dues par les participants partageant les coûts seront alors opérés en conséquence.
4. Quant aux dispositions financières, suivant la pratique établie précédemment pour des conférences et réunions connexes portant sur des instruments multilatéraux relatifs au désarmement et entérinée par les règlements intérieurs de ces conférences et réunions, les coûts sont couverts par les États parties qui y participent, selon le barème des quotes-parts de l'ONU, ajusté au prorata du nombre desdits États. Les États qui ne sont pas parties aux instruments considérés et qui acceptent l'invitation à prendre part auxdites conférences et réunions participent aux coûts à hauteur du taux établi à leur égard par le barème des quotes-parts de l'ONU.
5. Des avis de recouvrement seront établis sur la base du montant total des coûts estimatifs et de la formule de partage des coûts énoncés ci-dessus, sous réserve que les États parties approuvent ces coûts et cette formule. Comme les activités considérées ne doivent pas avoir d'incidences financières sur le budget ordinaire de l'ONU, il incombe aux États parties de payer leur part du montant estimatif dès réception des avis de recouvrement.

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES À LA CONVENTION SUR CERTAINES ARMES CLASSIQUES

GENÈVE, 27 ET 28 NOVEMBRE 2003

(Montants en dollars des États-Unis)

Services de conférence	Service des séances	Documentation à établir avant la session	Documentation à établir au cours de la session	Comptes rendus analytiques	Documentation à établir après la session	Services d'appui	Divers	Total*
Interprétation et services des séances	20 028							20 028
Traduction de la documentation		32 395	114 960	30 679	54 052			232 085
Services d'appui						2 114		2 114
Divers							4 347	4 347
Total	20 028	32 395	114 960	30 679	54 052	2 114	4 347	258 575

* au taux de USD 1 = CHF 1,50

A. Total des coûts des services de conférence (y compris les dépenses d'appui au programme, de 13 %)	258 575
B. Total des coûts autres que ceux des services de conférence:	
1) Un P-3 pendant trois mois	19 654
2) Un G-4 pendant une semaine	924
3) Bureau du Secrétaire général de la Réunion:	
– Indemnité de fonctions pour six mois	6 600
– Indemnité de représentation	1 000
Sous-total	28 178
Dépenses d'appui au programme (13 % de B)	3 663
Sous-total B	31 841
Total général (arrondi) A+B	<u>290 400</u>

Annexe III

COÛTS ESTIMATIFS DES TROIS SESSIONS DE 2003 DU GROUPE D'EXPERTS
GOUVERNEMENTAUX DES ÉTATS PARTIES À LA CONVENTION SUR
L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES ARMES
CLASSIQUES QUI PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT
DES EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU COMME FRAPPANT
SANS DISCRIMINATION

Note du secrétariat

1. La deuxième Conférence des Parties à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, qui s'est tenue à Genève du 11 au 21 décembre 2001, a décidé de créer un Groupe d'experts gouvernementaux ouvert à la participation de tous, chargé d'examiner un certain nombre de propositions soumises par divers États parties.
2. La Réunion des États parties à la Convention, qui s'est tenue à Genève les 12 et 13 décembre 2002, a décidé que le Groupe d'experts gouvernementaux tiendrait en 2003 trois sessions, la première comptant cinq jours ouvrables, la deuxième, dix et la troisième, six.
3. Le présent document, qui est soumis en application de la décision susmentionnée, indique les coûts estimatifs de ces trois sessions, qui s'élèvent à 1 028 800 dollars des États-Unis. On trouvera dans les tableaux ci-joints une ventilation de ces coûts.
4. Il y a lieu de noter que les montants estimatifs ont été établis compte tenu de l'expérience passée et du volume de travail prévu. Les coûts effectifs seront calculés après la clôture des sessions, quand le volume de travail exact sera connu. Tous ajustements des contributions dues par les participants partageant les coûts seront alors opérés en conséquence.
5. Quant aux dispositions financières, suivant la pratique établie précédemment pour des conférences et réunions connexes portant sur des instruments multilatéraux relatifs au désarmement et entérinée par les règlements intérieurs de ces conférences et réunions, les coûts sont couverts par les États parties qui y participent, selon le barème des quotes-parts de l'ONU, ajusté au prorata du nombre desdits États. Les États qui ne sont pas parties aux instruments considérés et qui acceptent l'invitation à prendre part auxdites conférences et réunions participent aux coûts à hauteur du taux établi à leur égard par le barème des quotes-parts de l'ONU.
6. Des avis de recouvrement seront établis sur la base du montant total des coûts estimatifs et de la formule de partage des coûts énoncés ci-dessus, sous réserve que les États parties approuvent ces coûts et cette formule. Comme les activités considérées ne doivent pas avoir d'incidences financières sur le budget ordinaire de l'ONU, il incombe aux États parties de payer leur part du montant estimatif dès réception des avis de recouvrement.

GROUPE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX DES ÉTATS PARTIES À LA CONVENTION
SUR CERTAINES ARMES CLASSIQUES, PREMIÈRE SESSION

GENÈVE, 10-14 MARS 2003

(Montants en dollars des États-Unis)

Services de conférence	Service des séances	Documentation à établir avant la session	Documentation à établir au cours de la session	Comptes rendus analytiques	Documentation à établir après la session	Services d'appui	Divers	Total*
Interprétation et services des séances	70 495							70 495
Traduction de la documentation		64 964	114 960		34 287			214 211
Services d'appui						5 306		5 306
Divers							6 097	6 097
Total	7 495	64 964	114 960	0	34 287	5 306	6 097	296 109

* au taux de USD 1 = CHF 1,50

A. Total des coûts des services de conférence (y compris les dépenses d'appui au programme, de 13 %)	296 109
B. Total des coûts autres que ceux des services de conférence:	
1) Un P-3 pendant six mois	39 307
2) Un G-4 pendant six semaines	5 544
Sous-total	44 851
Dépenses d'appui au programme (13 % de B)	5 831
Sous-total B	50 682
Total général (arrondi) A+B	<u>346 800</u>

GROUPE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX DES ÉTATS PARTIES À LA CONVENTION
SUR CERTAINES ARMES CLASSIQUES, DEUXIÈME SESSION

GENÈVE, 16-27 JUIN 2003

(Montants en dollars des États-Unis)

Services de conférence	Service des séances	Documentation à établir avant la session	Documentation à établir au cours de la session	Comptes rendus analytiques	Documentation à établir après la session	Services d'appui	Divers	Total*
Interprétation et services des séances	140 989							140 989
Traduction de la documentation		64 964	114 960	0	24 739			204 663
Services d'appui						10 612		10 612
Divers							12 364	12 364
Total	140 989	64 964	114 960	0	24 739	10 612	12 364	368 628

* au taux de USD 1 = CHF 1,50

A. Total des coûts des services de conférence (y compris les dépenses d'appui au programme, de 13 %) 368 628

B. Total des coûts autres que ceux des services de conférence

Total général (arrondi) A+B 368 600

GROUPE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX DES ÉTATS PARTIES À LA CONVENTION
SUR CERTAINES ARMES CLASSIQUES, TROISIÈME SESSION

GENÈVE, 17-24 NOVEMBRE 2003

(Montants en dollars des États-Unis)

Services de conférence	Service des séances	Documentation à établir avant la session	Documentation à établir au cours de la session	Comptes rendus analytiques	Documentation à établir après la session	Services d'appui	Divers	Total*
Interprétation et services des séances	84 518							84 518
Traduction de la documentation		64 964	114 960		34 287			214 211
Services d'appui						6 384		6 384
Divers							8 279	8 279
Total	84 518	64 964	114 960		34 287	6 384	8 279	313 392

* au taux de USD 1 = CHF 1,50

A. Total des coûts des services de conférence (y compris les dépenses d'appui au programme, de 13 %) 313 392

B. Total des coûts autres que ceux des services de conférence

Total général (arrondi) A+B 313 400

Annexe IV

LIST OF PARTICIPANTS

A. STATES PARTIES

ALBANIA

H.E. Mr. Vladimir Tthanati	Ambassador, Permanent Representative, Geneva Head of Delegation
Mrs. Pranvera Goxhi	First Secretary, Permanent Mission, Geneva
Mr. Lorenc Xhaferri	Officer to the Ministry of Foreign Affairs, Tirana

ARGENTINA

S.E. Sr. Alfredo Vicente Chiaradia	Embajador, Representante Permanente Ginebra
Sr. Marcelo Valle Fonrouge	Consejero, Misión Permanente, Ginebra

AUSTRALIA

H.E. Mr. Michael Smith	Ambassador, Permanent Representative to the Conference on Disarmament, Geneva Head of Delegation
Dr. Geoffrey Shaw	Deputy Permanent Representative to the Conference on Disarmament, Geneva Deputy Head of Delegation
Lt. Col. Roy Abbott	Command Legal Officer, Land Headquarters Australian Defence Forces, Canberra
Lt. Col. Nicholas Rowntree	Australian Defence Forces, Canberra
Mr. Peter Truswell	Third Secretary, Delegation to the Conference on Disarmament, Geneva

AUSTRIA

H.E. Mr. Wernfried Köffler	Ambassador, Head of Department Federal Ministry for Foreign Affairs, Vienna Head of Delegation
----------------------------	--

Mr. Alexander Kmentt	Counsellor, Permanent Mission, Geneva Deputy Head of Delegation
----------------------	--

Mr. Peter Grabner	Brigadier General, Military Adviser Permanent Mission, Geneva
-------------------	--

Mr. Richard Monsberger	Lt. Col, Technical Expert Head of Arms Control Section Federal Ministry of Defence, Vienna
------------------------	--

BANGLADESH

H.E. Dr. Toufiq Ali	Ambassadeur, Permanent Representative Geneva Head of Delegation
---------------------	---

Mr. Kazi Imtiaz Hossain	Counsellor, Permanent Mission, Geneva
-------------------------	---------------------------------------

BELARUS

Mr. Syargei Aleinik	Permanent Representative, Geneva Head of Delegation
---------------------	--

Mr. Vladimir Malevich	Deputy Permanent Representative, Geneva Deputy Head of Delegation
-----------------------	--

Mr. Vladimir Ponkratenko	Counsellor, Permanent Mission, Geneva
--------------------------	---------------------------------------

BELGIUM

S.E. M. Jean Lint	Ambassadeur, Représentant permanent auprès de la Conférence du Désarmement Genève Chef de la Délégation
-------------------	---

M. Paul Huynen	Directeur du Service Non-Prolifération et Désarmement Ministère des Affaires étrangères
----------------	---

M. Damien Angelet	Représentant permanent adjoint auprès de la Conférence du Désarmement, Genève Suppléant
-------------------	---

Lt. Col. Baudoin Briot	Ministère de la Défense Nationale Conseiller
------------------------	---

Major Dominique Jones

Ministère de la Défense Nationale
Conseiller

Commandant Luc Daes

Ministère de la Défense Nationale
Conseiller

Mme Jenny Ulrichs

Attachée administrative

BOLIVIA

S.E. Sr. Ricardo Alba Balderrama

Embajador Representante Permanente, Ginebra

Sr. Gino Poggi Borda

Consejero, Misión Permanente, Ginebra

BOSNIA-HERZEGOVINA

Mr. Sefik Fadzan

Minister-Counsellor, Chargé d’Affaires a.i.
Permanent Mission, Geneva

Mrs. Dragana Kremenovic-Kusmuk

First Secretary, Permanent Mission, Geneva

BRAZIL

H.E. Ms. Celina M. A. do Valle Pereira

Ambassador, Deputy Permanent Representative
Geneva

Gen. Joélcio de Campos Silveira

Military Counsellor, Permanent Mission, Geneva

Mr. Frederico S. Duque Estrada Meyer

Minister Counsellor, Permanent Mission Geneva

Col. Hamilton de Oliveira Ramos

Army Adviser, Army Command

Col. Manoel L. Narvaz Pafiadache

Military Adviser, Permanent Mission, Geneva

Col. João Artur Teixeira

Air Force Adviser, Air Force Command

Col. Maurizil Othon Neves Gonzaga

Division of International Organizations
Ministry of Defence

Mr. Fernando Apparicio da Silva

First Secretary, Permanent Mission, Geneva

Mr. Jandyr Ferreira dos Santos Junior

Third Secretary, Disarmament Division
Ministry of Foreign Relations

BULGARIA

H.E. Mr. Dimiter Tzantchev

Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Head of Delegation

Mr. Peter Kolarov

Minister Plenipotentiary
Permanent Mission, Geneva
Deputy Head of Delegation

Ms. Lachezara Stoeva

Expert, NATO and International Security
Directorate, Ministry of Foreign Affairs, Sofia
Adviser

Mr. Ivan Gospodinov

Attaché, Permanent Mission, Geneva
Adviser

Lt. Col. Valentin Ferdinandov

Deputy Head of Engineer Department
Ministry of Defense, General Staff
Adviser

CAMBODIA

H.E. Mr. Sam Sotha

Secretary General, Cambodian Mine Action and
Victim Assistance Authority

Mr. Khin Cheam

First Secretary, Permanent Mission, Geneva

M. Prum Sophakmonkoi

Cambodian Mine Action and Victim Assistance
Authority

CANADA

H.E. Mr. Ross Hynes

Ambassador for Mine Action (ILX)
Department of Foreign Affairs and International
Trade
Head of Delegation

Ms. Shannon Smith

Head of Section, Policy, Research and
Communications, Mine Action Team (ILX)
Department of Foreign Affairs and International
Trade
Deputy Head of Delegation

Mr. Jordan Hancey	Program Coordinator, Policy Research and Communications, Mine Action Team (ILX) Department of Foreign Affairs and International Trade Advisor
Lt. Col. Jean Lapointe	Directorate of Arms Control and Proliferation Control Policy Group Department of National Defence Advisor
Lt. Col. Kirby Abbott	Director of International Law Office of the Judge Advocate General Department of National Defence Advisor
Ms. Emmanuelle Lamoureux	Political and Economic Officer Permanent Mission, Geneva Advisor
Ms. Ann Pollack	Counsellor, Permanent Mission, Geneva Advisor

CHINA

H.E. Mr. SHA Zukang	Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary Permanent Representative, Geneva Head of Delegation
Mr. FU Cong	Counsellor Dept. of Arms Control and Disarmament Ministry of Foreign Affairs
Mr. LIU Yongsheng	Counsellor, Permanent Mission, Geneva
Mr. FU Zhigang	First Secretary, Permanent Mission, Geneva
Ms. ZHANG Hongbin	Deputy Division Director Dept. Arms Control and Disarmament Ministry of Foreign Affairs
Mr. ZHANG Senlin	Expert, Ministry of Defense
Mr. LIU Beizhong	Expert, Ministry of Defense
Mr. SHEN Xiaojun	Expert, Ministry of Defense

Mr. LIN Xishi

Expert, Ministry of Defense

Ms. LOU Danzhu

Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

Ms. SONG Danhui

Staff Member
Dept. of Arms Control and Disarmament
Ministry of Foreign Affairs

COSTA RICA

H.E. Mrs. Nora Ruiz de Angulo

Ambassador, Deputy Permanent Representative
Geneva

CROATIA

Mr. Branko Socanac

Charge d'Affairs, Permanent Mission, Geneva

Mr. Vice Skračić

Chief of Section for Cooperative Security, Arms
Control and Demining
Ministry of Foreign Affairs

Mr. Toma Galli

Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

Mr. Slavko Halužan

Chief of Section, General Staff of the Armed
Forces

Mrs. Marina Jurić Matejčić

Head of Department for International Legal
Affairs
Ministry of Defense

CUBA

S.E. Sr. Iván Mora Godoy

Embajador Extraordinario y Plenipotenciario,
Representante Permanente, Ginebra
Jefe de la Delegación

Sr. Oscar León González

Segundo Secretario, Misión Permanente
Ginebra

CYPRUS

H.E. Mr. Alexandros N. Vikis

Ambassador, Permanent Representative
Permanent Mission, Geneva

Ms. Frances-Galatia Lanitou Williams	Counsellor, Deputy Permanent Representative Geneva
Mr. Marios Adamides	First Secretary Ministry of Foreign Affairs
Ms. Helena Mina	Second Secretary, Permanent Mission, Geneva
Major Theodoros Efthymiou	Ministry of Defence

CZECH REPUBLIC

H.E. Mr. Alexander Slabý	Ambassador, Permanent Representative, Geneva Head of Delegation
Mr. Ivan Pintér	Counsellor, Permanent Mission, Geneva
Mr. Jiří Svoboda	United Nations Department Ministry of Foreign Affairs, Prague
Mr. Richard Mácha	Department of Security Policy Strategic Planning Division Ministry of Defence, Prague

DENMARK

H.E. Mr. Henrik Rée Iversen	Ambassador, Permanent Mission, Geneva Head of Delegation
Ms. Louise Auken	Secretary of Embassy, Permanent Mission, Geneva
Mr. John Kierulf	Head of Section, Ministry of Defence
Mr. Bendt Due Larsen	Lt. Colonel, Defence Command
Major Jørn Erik Rasmussen	Major, Defence Command

ESTONIA

H.E. Mr. Clyde Kull	Ambassador, Permanent Representative, Geneva Head of Delegation
Ms. Hestrid Tedder	Head of the Defense Policy Planning Bureau Ministry of Defense

Ms. Kirke Kraav

Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

FEDERAL REPUBLIC OF YUGOSLAVIA

H.E. Mr. Milorad Scepanovic

Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Head of Delegation

Mrs. Dusanka Divjak-Tomic

Minister-Counsellor, Permanent Mission, Geneva

Miss Marina Ivanovic

Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

FINLAND

H.E. Dr. Markku Reimaa

Ambassador, Permanent Representative to the
Conference on Disarmament, Geneva

Mr. Harri Mäki-Reinikka

Minister Counsellor, Permanent Representation to
the Conference on Disarmament, Geneva

Ms. Riitta Korpivaara

Counsellor, Ministry for Foreign Affairs

Colonel Yrjö Kukko

Military Adviser, Ministry of Defence

Mr. Alexander Aminoff

Lt. Col. Defence Staff, Helsinki

FRANCE

S.E. M. Hubert de La Fortelle

Ambassadeur, Représentant permanent auprès de
la Conférence du Désarmement, Genève

M. Jean-Michel Despax

Représentant permanent adjoint, Représentation
permanente auprès de la Conférence du
Désarmement, Genève

M. Yann Hwang

Premier Secrétaire, Mission permanente auprès
de la Conférence du Désarmement, Genève

Colonel Francis Brossard

Conseiller militaire, Représentation permanente
auprès de la Conférence du Désarmement,
Genève

M. Gérard Chesnel

Ambassadeur à l'action pour le déminage et
l'assistance aux victimes des mines antipersonnel

Capt. de Frégate Arnaud d'Aboville

Ministère de la Défense

Commissaire François Martineau

Ministère de la Défense

Commandant Pascal Rouzaud

Ministère de la Défense

GEORGIA

S.E. Mr. Alexander Kavsadze

Minister plenipotentiary
Permanent Mission, Geneva

GERMANY

H.E. Mr. Volker Heinsberg

Ambassador, Permanent Representative to the
Conference on Disarmament, Geneva
Head of Delegation

Mr. Berthold Johannes

Head of Division (Conventional Arms Control)
Federal Foreign Office
Alternate Head of Delegation

Col. Ekkehard Brückner

Head of Division, Armed Forces Staff
(Arms Control Division)
Federal Ministry of Defence

Col. Gerhard Schepe

Military Advisor, Permanent Mission to the
Conference on Disarmament, Geneva

Mr. Joachim Holzenberger

Counsellor, Permanent Mission to the Conference
on Disarmament, Geneva

Mr. Dirk Roland Haupt

Desk Officer (Conventional Arms Control)
Federal Foreign Office

LTC (GS) Roland Göbel

Desk Officer (Worldwide Arms Control)
Federal Foreign Office

GREECE

H.E. Mr. Tassos Kriekoukis

Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Head of Delegation

Mr. Takis Sarris

Minister Counselor, Deputy Permanent
Representative, Geneva

Mr. Ioannis Andreadis	Counselor, Head of the Disarmament Section Directorate of the United Nations and International Organizations Ministry of Foreign Affairs
Mrs. Vassiliki Gounari	First Secretary, Permanent Mission, Geneva
Major Konstantinos Kalantzis	Ministry of Defense
Major Vassilios Makris	Ministry of Defense

GUATEMALA

H.E. Sr. Ariel Rivera Irías	Embajador, Representante Permanente, Ginebra
Sr. Iván Espinoza Farfán	Ministro Consejero, Misión Permanente, Ginebra
Sr. Carlos José Arroyave	Primer Secretario, Misión Permanente, Ginebra

HOLY SEE

S.E. Mgr Diarmuid Martin	Nonce Apostolique, Observateur permanent du Saint-Siège, Genève
M. Fortunatus Nwachukwu	Conseiller, Mission Permanente, Genève
R.P. Antoine Abi Ghanem	Expert, Mission permanente, Genève

HUNGARY

H.E. Mr. András Szabó	Ambassador, Permanent Mission, Geneva
Mr. László Horváth	Deputy Permanent Representative Permanent Mission, Geneva
Mr. Balázs Rátkai	Third Secretary, Permanent Mission, Geneva
Cpt. Zsolt Nemes	Captain, Hungarian Defense Forces, Budapest
Mr. Márk Horváth	Attaché, Ministry of Foreign Affairs, Budapest

INDIA

H.E. Mr. Rakesh Sood

Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Head of Delegation

Mr. T.P. Seetharam

Minister, Permanent Mission, Geneva

Mrs. Gaitri I. Kumar

Counsellor, Permanent Mission, Geneva

Col. Surendra Pratap Tanwar

Director, Army Headquarters

IRELAND

H.E. Ms. Mary Whelan

Ambassador, Permanent Representative, Geneva

Mr. Eamonn Robinson

Deputy Head
Disarmament and Non-Proliferation Section
Department of Foreign Affairs

Mr. Brian Cahalane

First Secretary, Permanent Representation,
Geneva

Lt. Col. James Burke

Military Adviser, Department of Defence, Dublin

Mr. Tony d'Costa

Advisor, Department of Foreign Affairs

ISRAEL

H.E. Mr. Yaakov Levy

Ambassador
Head of Delegation

Mr. Joshua Zarka

Counsellor

Mr. Aharon Shahar

Naval Captain (Ret.), Senior Coordinator on
Arms Control and Regional Security
Ministry of Defense

Mr. Meir Itzhaki

Ministry of Foreign Affairs

ITALY

H.E. Mr. Mario E. Maiolini

Ambassador, Permanent Representative to the
Conference on Disarmament, Geneva
Head of Delegation

Mr. Angelo Persiani	Deputy Permanent Representative, Geneva Deputy Head of Delegation
Mr. Paolo Cuculi	Ministry of Foreign Affairs
Mr. Luigi Scotto	First Secretary, Permanent Representation, Geneva
Lt. Col. Francesco Giannatiempo	Military Expert
Lt. Col. Michele Oliva	Military Expert
Mr. Luigi Rizzo	Military Expert

JAPAN

H.E. Dr. Kuniko Inoguchi	Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary Head of the Delegation to the Conference on Disarmament, Geneva Head of Delegation
Mr. Toshio Sano	Minister, Deputy Head of the Delegation to the Conference on Disarmament, Geneva
Mr. Yusuke Shindo	Director, Conventional Arms Division Ministry of Foreign Affairs, Tokyo
Mr. Yasunari Morino	First Secretary, Delegation to the Conference on Disarmament, Geneva
Col. Toru Takahashi	First Secretary and Defense Attaché Delegation to the Conference on Disarmament Geneva
Mr. Hisao Takasaka	Deputy Director, Chief of Arms Control and Disarmament Section, International Policy Planning Division, Bureau of Defense Policy Defense Agency
Lt. Col. Katsunobu Ishibashi	Staff, Research Section, Research Division Plans & Operations Department Ground Staff Office, Defense Agency
Ms. Yukiko Tominaga	Official, Conventional Arms Division Ministry of Foreign Affairs, Tokyo

LATVIA

H.E. Mr. Janis Karklins

Ambassador, Permanent Representative, Geneva

Ms. Dina Podvinska

Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

Major Aizpurietis

National Armed Forces

LITHUANIA

H.E. Mr. Algimantas Rimkunas

Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative
Head of Delegation

Mr. Erikas Petrikas

Minister Counsellor, Permanent Mission, Geneva

Mr. Gražvydas Jasutis

Acting Head, International Organizations
Department, Ministry of National Defence

LUXEMBOURG

M. François Pilot

Conseiller Militaire à la Délégation Permanente
du Luxembourg auprès de l'OSCE, Vienne

M. Marc-Henri Godefroid

Premier Secrétaire, Mission Permanente, Genève

MALTA

Ms. Annabelle Mifsud

First Secretary, Permanent Mission to the United
Nations, Geneva

MEXICO

S.E. Sr. Gustavo Albin

Embajador, Representante Permanente, Ginebra
Jefe de Delegación

Sr. Pablo Macedo

Embajador, Representante Permanente Alterno
Ginebra

Sra. Socorro Roviroza

Ministro, Misión Permanente, Ginebra

Sr. Enrique Ochoa

Segundo Secretario, Misión Permanente, Ginebra
Asesor

Sr. José Francisco Camarena

Coronel de Caballería D.E.M.
Agregado Militar y Aéreo Adjunto en la
Embajada de México en Francia
Asesor Técnico-Militar

Sr. José Luis Sánchez

Capitán de Navio C.G.D.E.M.
Agregado Naval en la Embajada de México en
Francia
Asesor Técnico-Militar

MONACO

S.E. M. Bernard Fautrier

Ambassadeur, Représentant Permanent, Genève

M. Jean-Philippe Bertani

Premier Secrétaire, Mission Permanente, Genève

MONGOLIA

H.E. Mr. Khasbazaryn Bekhbat

Ambassador, Permanent Representative, Geneva

Ms. Badarchyn Suvd

Counsellor, Deputy Permanent Representative
Geneva

MOROCCO

S.E. M. Omar Hilale

Ambassadeur, Représentant Permanent, Genève

Mlle Loubna Al Atlassi

Premier Secrétaire, Mission permanente, Genève

NETHERLANDS

H.E. Mr. Chris Sanders

Ambassador, Permanent Representative to the
Conference on Disarmament, Geneva
Head of Delegation

Mr. Alec Cornelissen

Counsellor, Permanent Representation to the
Conference on Disarmament, Geneva
Deputy Head of Delegation

Mr. Marcel Halma

Second Secretary, Permanent Representation to
the Conference on Disarmament, Geneva

Mr. Sjoerd Smit

Security Policy Department
Ministry of Foreign Affairs

Mr. Folkert Joustra	Senior Policy Adviser, Policy Affairs Division Ministry of Defense
Mr. Gert de Nooy	Ministry of Defense

NEW ZEALAND

H.E. Mr. Tim Caughley	Ambassador, Permanent Representative to the Conference on Disarmament, Geneva Head of Delegation
Ms. Hine-Wai Loose	Second Secretary – Disarmament Permanent Mission, Geneva Alternate
Mr. Hamish Bunn	Policy Analyst, Ministry of Defence Wellington

NORWAY

S.E. Mr. Sverre Bergh Johansen	Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva Head of Delegation
Mr. Bror Gevelt	Senior Adviser Ministry of Foreign Affairs, Oslo
Mr. Martin Sørbye	Assistant Director General, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Oslo
Mr. Knut Langeland	Counsellor, Permanent Mission, Geneva
Mr. Dag Torgny Paulsen	MAJ, HQ Defence Command
Ms. Gry Rabe Hendriksen	Adviser, Ministry of Foreign Affairs, Oslo
Ms. Annette Bjørseth	Adviser, Ministry of Defence, Oslo
Mr. Per Ivar Lied	First Secretary, Permanent Mission, Geneva

PAKISTAN

H.E. Mr. Shaukat Umer	Ambassador and Permanent Representative Geneva Head of Delegation
Mr. Abdul Basit	Counsellor, Permanent Representation to the Conference on Disarmament, Geneva
Col. Tariq Mahmood Minhas	Technical/Military Expert

PANAMA

Sra. Angela Healy	Presidenta de la Comisión Nacional Permanente para la Aplicación del Derecho Internacional Humanitario
S.E. Sr. Anel Béliz	Embajador, Representante Permanente, Ginebra

PERU

S.E. Sr. Jorge Voto-Bernales	Embajador, Representante Permanente, Ginebra Jefe de Delegación
Sr. José Salinas-Montes	Ministro, Representante Permanente Alterno Misión Permanente, Ginebra
Sr. Gustavo Laurie-Escandón	Consejero, Misión Permanente, Ginebra
Sr. Diego Beleván-Tamayo	Tercer Secretario, Misión Permanente, Ginebra

PHILIPPINES

H.E. Mr. Samuel T. Ramel	Ambassador, Permanent Representative, Geneva Head of Delegation
Mr. Denis Y. Lepatan	Minister/Deputy Permanent Representative Geneva
Mr. Frank R. Cimafranca	First Secretary, Permanent Mission, Geneva

POLAND

H.E. Mr. Krzysztof Jakubowski	Ambassador, Permanent Representative, Geneva Head of Delegation
Gen. Ryszard Zuchowski	Chief of the Engineer Corps Ministry of National Defence Deputy Head of Delegation
Mr. Stanislaw Przygodzki	Minister Plenipotentiary Permanent Mission, Geneva
Mr. Adam Wilczyński	Counsellor, Permanent Mission, Geneva
Col. Marek Zadrozny	Chief, Division on Disarmament Agreements Department of International Co-operation Ministry of National Defence
Mr. Grzegorz Poznański	Second Secretary, Permanent Mission, Geneva
Ms. Elzbieta Gryzio	Chief Specialist, Department of United Nations System, Ministry of Foreign Affairs
Ms. Irena Juszczuk	Expert, Department of Security Policy Ministry of Foreign Affairs

PORTUGAL

Mr. Vitor Manuel de Oliveira Lourenço	Ministry of Defense, Lisbon
Mr. Fernando Demée de Brito	Counsellor, Permanent Mission, Geneva
Mr. José António Vilar de Jesus	Ministry of Defense, Lisbon

REPUBLIC OF KOREA

H.E. Mr. Chung Eui-yong	Ambassador, Permanent Representative Geneva Head of Delegation
Mr. SHIN Dong-ik	Counsellor, Permanent Mission, Geneva
Mr. LEE Choong-myon	Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

Mr. Park Il

Assistant Director, Disarmament and Nuclear
Energy Division
Ministry of Foreign Affairs and Trade

ROMANIA

H.E. Mrs. Anda Filip

Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Head of Delegation

Mr. Radu Horumba

Counsellor, Permanent Mission, Geneva

RUSSIAN FEDERATION

H.E. Mr. Leonid Skotnikov

Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Head of Delegation

Mr. Anton Vasiliev

Deputy Permanent Representative, Geneva
Deputy Head of Delegation

Mr. Alexander Mostovets

Deputy Director of Department for Security
Affairs and Disarmament
Ministry of Foreign Affairs
Deputy Head of Delegation

Gen. Evgeny Buzhinsky

Head of Department, Ministry of Defence
Deputy Head of Delegation

Gen. Alexander Averchenko

Ministry of Defence

Mr. Mikhail Zenkin

Federal Border Service

Mr. Andrey Malov

Counsellor, Ministry of Foreign Affairs

Col. Evgeny Pushkarev

Ministry of Defence

Mr. Valery Fomin

Head of Division, Ministry of Foreign Affairs
Adviser

Mr. Igor Panevkin

Senior Counsellor, Ministry of Foreign Affairs
Adviser

Mr. Vladimir Shvets

Counsellor, Ministry of Foreign Affairs
Adviser

Mr. Sergey Kharchev

Counsellor, Ministry of Foreign Affairs
Adviser

Mr. Vadim Bobylev	Third Secretary, Ministry of Foreign Affairs Expert
Ms. Svetlana Krainova	Attaché, Ministry of Foreign Affairs Expert
Col. Andrey Kunaev	Ministry of Defence Expert
Mr. Sergey Fateev	Ministry of Defence Expert
Mr. Anatoly Izrazov	Ministry of Defence Expert
Mr. Pavel Fokin	"Rosboepripasy" Expert
Mr. Alexander Chikin	Ministry of Foreign Affairs Expert
Mr. Alexander Petrachkov	Senior Counsellor Permanent Mission, Geneva
Mr. Serguei Koshelev	Counsellor, Permanent Mission, Geneva
Mr. Vladimir Novokhatskiy	Counsellor, Permanent Mission, Geneva
Col. Sergey Mursankov	Counsellor, Permanent Mission, Geneva Technical Staff
Mr. Vladimir Ivanov	Second Secretary, Permanent Mission, Geneva
Mr. Roman Zholus	Third Secretary, Permanent Mission, Geneva Technical Staff

SENEGAL

S.E. M. Ousmane Camara	Ambassadeur, Représentant Permanent, Genève Chef de délégation
M. Daouda Maliguèye Sene	Ministre Conseiller Mission Permanente, Genève
M. Papa Diop	Deuxième Conseiller Mission Permanente, Genève

Mme Fatou Alamine Lô

Deuxième Conseiller
Mission Permanente, Genève

Col. Abdoulaye Aziz Ndao

Directeur du Contrôle, des Etudes et de la
Législation, Ministère des Forces Armées

SLOVAKIA

H.E. Mr. Kálmán Petöcz

Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Geneva
Head of Delegation

Mr. Karol Mistrík

Director, Department of OSCE, Disarmament and
Council of Europe
Ministry of Foreign Affairs

Mr. Milan Cigánik

First Secretary, Permanent Mission, Geneva

Mr. Martin Sabó

Expert, Ministry of Defence

SOUTH AFRICA

H.E. Mr. Sipho George Nene

Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Head of Delegation

Mr. Barend J. Lombard

Counsellor, Permanent Mission, Geneva
Alternate

Ms. Cornelia Nontombi Makupula

First Secretary, Permanent Mission, Geneva
Adviser

Mr. David Robin Wensley

Deputy Director, Department of Foreign Affairs
Adviser

Mr. Nick Sendall

Chief Director, Defence Secretariat
Adviser

Mr. Dumisani Dladla

Deputy Director, Defence Secretariat
Adviser

Mr. Sivuyile H. Njikela

Assistant Director, Defence Secretariat
Adviser

SPAIN

S.E. Sr. D. Carlos Miranda

Embajador Delegado en la Conferencia de
desarme, Ginebra
Jefe de Delegación

Dr. D. Enrique Sardá Valls

Jefe de Area de Desarme

Sr. D. Enrique Yturriaga Saldaña

Consejero para Asuntos de Desarme
Misión Permanente, Ginebra

Sr. D. José Quevedo Ruiz

Dirección General de Política de Defensa

SWEDEN

H.E. Mr. Henrik Salander

Ambassador, Permanent Representative to the
Conference on Disarmament, Geneva
Head of Delegation

Mr. Bosse Hedberg

Director, Ministry for Foreign Affairs

Ms. Anneli Lindahl Kenny

Counsellor, Permanent Mission, Geneva

Dr. Marie Jacobsson

Senior Legal Adviser on International Law
Ministry for Foreign Affairs

Ms. Sara Uddenberg

Desk Officer, Ministry for Foreign Affairs

Ms. Mia Hallén

Desk Officer, Ministry for Foreign Affairs

Mr. Olof Carelius

Lieutenant-Colonel
Swedish Armed Forces

Ms. Anna Körlof

Advisor, Swedish National Defence College
Stockholm

SWITZERLAND

S.E. M. Christian Faessler

Ambassadeur, Représentant permanent auprès de
la Conférence du Désarmement, Genève
Chef de Délégation

M. Christoph Bubb

Ministre, Vice-directeur de la Direction du droit
international public
Département fédéral des affaires étrangères

M. Erwin Dahinden	Etat-major général du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
Dr. René Haug	Conseiller militaire, Mission permanente, Genève
M. Daniel Derzic	Chef suppléant de la Section des droits de l'homme et du droit international humanitaire Département fédéral des affaires étrangères
M. Roman Hunger	Expert, Section de la maîtrise globale des armements et du désarmement Etat-major général du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
Dr. Mauro Mantovani	Direction pour Politique de Sécurité Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
M. Steve Donzé	Stagiaire, Mission permanente, Genève

**THE FORMER YUGOSLAV
REPUBLIC OF MACEDONIA**

Mrs. Dragica Zafirovska	Chargé d'Affaires a.i. Permanent Mission, Geneva
Mr. Mihailo Angelovski	Expert, Ministry of Defence
Mr. Nazif Dzaferi	Second Secretary, Permanent Mission, Geneva
Mr. Gabriel Atanasov	Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

TUNISIA

S.E. M. Habib Mansour	Ambassadeur
M. Samir Koubaa	Conseiller, Mission Permanente, Genève

UKRAINE

Mr. Mykhailo Skuratovskyi	Permanent Representative, Geneva
---------------------------	----------------------------------

Mr. Dmytro Konopko

Deputy Permanent Representative, Geneva

Mr. Volodymyr Bevza

First Secretary, Permanent Mission, Geneva

**UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

H.E. Mr. David Broucher

Ambassador, Permanent Representative to the
Conference on Disarmament, Geneva
Head of Delegation

Ms. Dawn McKen

Security Policy Department, Foreign and
Commonwealth Office, London
Alternate

Ms. Kate Smith

Alternate

Mr. John Wattam

Second Secretary, Permanent Representation to
the Conference on Disarmament, Geneva
Alternate

Mr. Huw Llewellyn

Legal Adviser, Foreign and Commonwealth
Office, London
Adviser

Mr. Peter Balmer

Ministry of Defence, London
Adviser

Mr. Reza Afshar

Ministry of Defence, London

Major Richard Coles

Ministry of Defence, London

Mr. Alistair Craib

Adviser

Ms. Kate Alexander

Adviser

Lt. Col. Justin McClelland

Ministry of Defence, London
Adviser

UNITED STATES OF AMERICA

Mr. Edward Cummings

Assistant Legal Adviser, Department of State
Head of Delegation

Mr. James Burger

Office of General Counsel, Department of
Defense

Mr. Joshua Dorosin	Office of the Legal Adviser, Department of State
Mr. William R. Gade	Legal Counsel, Joint Chiefs of Staff Department of Defense
Mr. Richard Kidd	Bureau of Politico-Military Affairs Department of State
Mr. William Malzahn	Bureau of Arms Control, Department of State
Dr. David Hodson	Office of the Secretary, Department of Defense
Mr. Thomas F. Nedervold	Captain, United States Navy Joint Chiefs of Staff, Department of Defense
Mr. W. Hays Parks	Office of the Judge Advocate General Department of the Army
Mr. Robert Sherman	Bureau of Arms Control, Department of State
Mr. Steven Solomon	Deputy Legal Adviser, Permanent Mission, Geneva
Mr. Robert Yasenchak	Military Expert, Department of the Army

B. SIGNATORY STATES

EGYPT

H.E. Mrs. Naela Gabr	Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Mr. Sameh Abu El Enein	Counsellor, Permanent Mission, Geneva
Mr. Alaa Roushdy	First Secretary, Permanent Mission, Geneva

NIGERIA

H.E. Mr. Pius Ikpefuan Ayewoh	Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Mr. Biodun Owoseni	Deputy Head, Permanent Mission, Geneva
Mr. Ayuba M. Kadafa	Minister, Permanent Mission, Geneva

TURKEY

H.E. Mr. Türkekul Kurttekin

Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Head of Delegation

Mr. Uğur Doğan

Deputy Permanent Representative, Geneva

Mr. Murat Esenli

Counsellor, Permanent Mission, Geneva

C. OBSERVER STATES

CHILE

Sr. Luis Fernando Demangel

Estado Mayor de la Defensa Nacional

DOMINICAN REPUBLIC

Sr. Adriano Silverio Rodríguez

General de Brigada, Ejercito Nacional
Intendente General del material bélico de la
Secretaría de Estado las Fuerzas Armadas

HONDURAS

S.E. Sr. J. Benjamín Zapata

Embajador, Representante Permanente, Ginebra

Sra. Gracibel Bu Figueroa

Consejero, Misión Permanente, Ginebra

Sr. Mauricio Pérez Zepeda

Agregado

IRAN (Islamic Republic of)

H.E. Mr. Mohammed Reza Alborzi

Ambassador, Permanent Representative
Geneva

Mr. Hamid Eslamizad

First Counsellor, Deputy Permanent
Representative to the Conference on
Disarmament, Geneva

Mr. Mansour Salasabili

First Secretary, Permanent Representation to the
Conference on Disarmament, Geneva

Mr. Seyyed Mohammad Sadatinejad

Desk Officer, Ministry of Foreign Affairs, Tehran

KUWAIT

H.E. Mr. Dharar A.R. Razzooqi

Ambassador, Permanent Mission, Geneva
Head of Delegation

Mr. Najeeb Al-Bader

First Secretary, Permanent Mission, Geneva

LEBANON

H.E. Mr. Walid A. Nasr

Ambassador, Permanent Representative, Geneva
Head of Delegation

Mr. Johnny Ibrahim

First Secretary, Permanent Mission, Geneva

LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA

Mr. Mabrouk Mohamed Milad

Counsellor, General People's Committee for
Foreign Liaisons and International Cooperation

Col. Mohamed M. Al Houni

General People's Committee for Defense

SAUDI ARABIA

Mr. Hamad Ben Mohammed Al-Rumaih

Brigadier General Eng.

Major Misfir Ben Abdullah Al-Hussein

Mr. Jabran Ben Hussein Al-Adi

Captain Engineer, Ministry of Defense and
Aviation, Corps of Engineers

Mr. Khalid Ben Saad Al-Saud

First Lieutenant

Mr. Ahmed Al-Sheikh

Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

SINGAPORE

Mr. Koa Boon Teck

Staff Officer, Ministry of Defence

Mr. Kevin Lim

First Secretary, Permanent Mission, Geneva

SRI LANKA

H.E. Mr. Prasad Kariyawasam

Ambassador, Permanent Representative
Geneva

Mr. Sumedha Ekanayake

First Secretary, Permanent Mission, Geneva

VENEZUELA

Sr. William Santana

Primer Secretario, Misión Permanente, Ginebra

D. UN ORGANIZATIONS

**UNITED NATIONS INSTITUTE FOR
DISARMAMENT RESEARCH (UNIDIR)**

Dr. Patricia Lewis

Director

Dr. Christophe Carle

Deputy Director

Dr. Susan Willett

Senior Fellow

Mr. John Borrie

Visiting Fellow

Mr. Mark Hilborae

Intern

UNITED NATIONS MINE ACTION SERVICE (UNMAS)

Ms. Jacqueline Seck Diouf

Treaty Implementation Officer
Head of Delegation

Ms. Anne Capelle

Liaison Officer

Mr. John Flanagan

Consultant, former Programme Manager of the
UN mine action programme in Kosovo

E. OBSERVER ORGANIZATIONS

AFRICAN UNION

Mr. Lamine Laabas

Minister Counsellor

EUROPEAN COMMISSION

Ms. Marie-Anne Coninx	Minister Counsellor, EC Delegation Geneva
Ms. Susanna Zammataro	Young Expert, EC Delegation Geneva
Ms. Frauke Joosten	Young Expert, EC Delegation Geneva

**GENEVA INTERNATIONAL CENTRE FOR
HUMANITARIAN DEMINING**

Mr. Martin Dahinden	Ambassador
Mr. Ian Mansfield	Operations Director
Mr. Paul Ellis	Operations and Research
Mr. Adrian Wilkinson	Head of Technology and Standards

**INTERNATIONAL COMMITTEE
OF THE RED CROSS (ICRC)**

Mr. Peter Herby	Coordinator, Mines-Arms Unit, Legal Division
Mr. Dominique Loye	Technical Advisor
Mr. Robert Young	Legal Advisor
Ms. Marie-Claude Michon	Legal Researcher
Ms. Camilla Waszink	National Society and Programme Officer

F. NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

HANDICAP INTERNATIONAL (BELGIUM)

Ms. Annalisa Formiconi	Researcher
------------------------	------------

HUMAN RIGHTS WATCH

Mr. Stephen D. Goose

Director, Arms Division

Dr. Reuben Brigety

Researcher

INTERNATIONAL CAMPAIGN TO BAN LANDMINES (ICBL)

Ms. Susan B. Walker

Intersessional Programme Officer

Ms. Sylvie Brigot

Government Relations Officer

Mr. Ian Doucet

Landmine Monitor Researcher

LANDMINE ACTION

Mr. Richard Lloyd

Director

Ms. Rosy Cave

Policy and Advocacy Coordinator

Ms. Anne Quesney

International Campaign Coordinator (ERW)

MENNONITE CENTRAL COMMITTEE

Mr. Titus Peachey

Education

Mr. John Rodsted

Researcher

MINES ACTION CANADA

Mr. Paul Hannon

Executive Director

SWISS CAMPAIGN TO BAN LANDMINES

Mr. Tobias Gasser
